



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

jeunes

Question au Gouvernement n° 3146

Texte de la question

PROJET DU PARTI SOCIALISTE

M. le président. La parole est à M. Jean-Claude Mathis, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.
M. Jean-Claude Mathis. Ma question s'adresse à Xavier Bertrand, ministre du travail, de l'emploi et de la santé. C'est avec beaucoup d'étonnement que nous avons pris connaissance des propositions du parti socialiste pour 2012. Ce projet est un texte sans relief, qui reprend toutes les vieilles recettes de la gauche : toujours plus de carcans, toujours plus d'assistanat, toujours plus de déficits, avec à la clé plus d'impôts, comme l'a franchement annoncé le président de la commission des finances.

Pour lutter contre le chômage, le parti socialiste nous ressort ainsi la martingale des emplois jeunes, rebaptisés "emplois d'avenir". (*"Très bonne mesure !" sur les bancs du groupe SRC.*)

Annoncé à grands renforts de communiqués, ce retour en arrière est non seulement un aveu d'impuissance, ce serait un bien mauvais service à rendre à la jeunesse

Chacun le comprend, proposer des emplois non qualifiants n'offre aucune perspective d'avenir. Il faut au contraire miser sur la formation professionnelle, comme nous le faisons (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC*) par le biais de l'apprentissage, seul capable d'offrir à chaque jeune un métier. (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe UMP.*)

Cette annonce d'un projet de 300 000 emplois jeunes est d'ailleurs révélatrice. Cette politique, qui a alourdi les dépenses de l'État lorsque Martine Aubry était ministre de Lionel Jospin, a été un véritable échec, envoyant des milliers de jeunes dans des voies sans avenir, faute de formation.

Quatorze ans plus tard, le parti socialiste revient avec les mêmes propositions qui ont fait la preuve de leur inefficacité. (*Protestations sur les bancs du groupe SRC.*)

Monsieur le ministre (*Vives protestations*),...

Plusieurs députés du groupe SRC. C'est à nous de répondre !

M. Jean-Claude Mathis. ...les Français méritent bien mieux que des mesures emballées dans de grands principes pour répondre aux problèmes de notre pays !

M. le président. La parole est à M. Xavier Bertrand, ministre du travail, de l'emploi et de la santé. (*De nombreux députés du groupe SRC se lèvent au cri de " Nous voulons répondre !"*)

M. Xavier Bertrand, ministre du travail, de l'emploi et de la santé. Il est vrai, en regardant les propositions du parti socialiste (*Exclamations prolongées sur les bancs du groupe SRC, couvrant la voix de l'orateur*) ...

M. le président. Chers collègues, songez à l'image que vous donnez ! M. le ministre va vous laisser quelques secondes pour vous calmer !

M. Jean Glavany. Calmez-vous plutôt, monsieur le président !

M. le président. Cela suffit ! Asseyez-vous ! Monsieur le ministre, vous avez la parole.

M. Xavier Bertrand, *ministre*. Je disais donc, monsieur Mathis, que nous pensions avoir droit à des propositions du parti socialiste pour dans quinze mois, et il s'agit de propositions d'il y a quinze ans : c'est le retour des années Jospin ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP. - Brouhaha sur les bancs du groupe SRC.*)

Je ne sais même pas, d'ailleurs, si ces propositions pourraient vraiment être appliquées, car à entendre Mme Aubry, M. Fabius et M. Hollande, pas un n'est sur la même longueur d'ondes en ce qui concerne la durée et le

financement de ces contrats. (*Protestations et nombreux cris " Laissez les répondre ! " sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. Cela suffit !

M. Xavier Bertrand, *ministre*. On peut donc dire dès maintenant que cela promet !

Du reste, il est intéressant de comparer la sérénité de la majorité et l'excitation qui règne sur certains bancs (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP - Vives protestations sur les bancs du groupe SRC*) ; de comparer aussi ces emplois publics que l'on propose à nouveau aux jeunes, financés par un argent public que les socialistes n'ont pas, et ce que nous leur proposons, nous, c'est-à-dire un avenir dans l'entreprise, car c'est ce qu'ils veulent.

Nous faisons pour notre part le choix de l'apprentissage, qui est une voie durable et bien plus prometteuse. Surtout, nous ne sommes pas dans l'incantation, dans le discours, nous sommes dans l'action. (*Mêmes mouvements*) Ce que le Président de la République a voulu, ce que le Premier ministre a aussi demandé, c'est que nous puissions accorder une aide à toute entreprise de moins de 250 salariés qui emploiera un jeune de plus en alternance. C'est un dispositif exonéré de charges non comme nous l'avions prévu au départ pendant six mois, mais pendant un an, pour donner aux jeunes un avenir dans l'entreprise. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Ce qui est certain, c'est que le parti socialiste n'a pas changé malgré les années (*Protestations sur les bancs du groupe SRC*) : toujours de l'emploi public, toujours l'impasse pour l'emploi et l'avenir des jeunes, et bien entendu toujours des impôts pour les classes moyennes. Nous proposons, nous, une autre voie pour l'emploi des jeunes. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Huées sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Claude Mathis](#)

Circonscription : Aube (2^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3146

Rubrique : Emploi

Ministère interrogé : Travail, emploi et santé

Ministère attributaire : Travail, emploi et santé

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 7 avril 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 7 avril 2011